



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.4/1996/5
3 juin 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités

Groupe de travail sur les populations
autochtones
Quatorzième session
29 juillet - 2 août 1996
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

POSSIBILITE DE CREER UNE INSTANCE PERMANENTE CONSACREE AUX AUTOCHTONES

Note du secrétariat

1. Le Groupe de travail sur les populations autochtones à sa treizième session a été saisi du rapport de l'atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones à l'Organisation des Nations Unies (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1995/7), organisé conformément à la résolution 1995/30 de la Commission des droits de l'homme. Dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1995/24), le Groupe de travail a exprimé sa profonde satisfaction au Gouvernement danois et au Gouvernement autonome du Groenland pour avoir organisé cet atelier à Copenhague. Le Groupe de travail a recommandé que le rapport de l'atelier de Copenhague soit distribué pour observations aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et autochtones.

2. Le Groupe de travail sur les populations autochtones a appuyé l'idée de faire en sorte que l'instance permanente soit mise en place au cours de la Décennie internationale des populations autochtones et a considéré qu'il serait opportun que cette instance fasse rapport au Conseil économique et social et que son mandat englobe des questions telles que les droits de l'homme, la santé, le développement, l'environnement, l'éducation et la culture. Le Groupe de travail a aussi estimé que l'instance devrait être ouverte à tous les peuples autochtones, qu'ils jouissent ou non du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

3. Le Groupe de travail a recommandé qu'un autre atelier soit organisé avant sa quatorzième session et que ce prochain atelier continue à réfléchir sur les aspects pratiques de l'établissement d'une telle instance. Il a aussi recommandé que le Secrétaire général passe en revue les arrangements et programmes existants du système des Nations Unies concernant les peuples autochtones.

4. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a appuyé les recommandations du Groupe de travail dans sa résolution 1995/39 du 24 août 1995, y compris la recommandation tendant à ce que le Centre pour les droits de l'homme organise un deuxième atelier sur une éventuelle instance permanente pour les populations autochtones et que le Secrétaire général examine les mécanismes, les procédures et les programmes existant au sein de l'Organisation des Nations Unies pour coordonner et promouvoir les droits des autochtones. Elle a aussi prié le Secrétaire général de transmettre le rapport de l'atelier aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et autochtones en les invitant à exprimer leurs opinions et de faire rapport au Groupe de travail sur les populations autochtones à sa quatorzième session sur les observations et suggestions reçues. Des notes verbales et des lettres accompagnées d'exemplaires du rapport de l'atelier ont été envoyées le 10 janvier 1996. Au 31 mai 1996, aucune observation ni suggestion n'avait encore été reçue.

5. Dans sa résolution 50/157, l'Assemblée générale a recommandé que le Secrétaire général, tirant parti de l'expérience de la Commission des droits de l'homme, de la Commission du développement durable et des autres organes compétents, entreprenne, en étroite consultation avec les gouvernements et compte tenu des vues des populations autochtones, un examen des mécanismes, procédures et programmes relatifs aux populations autochtones existant au sein du système des Nations Unies et lui fasse rapport à sa cinquante et unième session. L'Assemblée générale a recommandé en outre que la Commission des droits de l'homme, en se fondant sur les résultats de cet examen et de l'atelier de Copenhague, envisage la convocation d'un deuxième atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente.

6. La Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session a été saisie du rapport de l'atelier de Copenhague, du rapport du Groupe de travail, de la résolution 1995/39 de la Sous-Commission et de la résolution 50/157 de l'Assemblée générale. Dans sa résolution 1996/41 du 19 avril 1996, la Commission a décidé de continuer d'étudier à sa cinquante-troisième session la question de l'organisation d'un deuxième atelier. Elle a prié le Secrétaire général de veiller à ce que cet examen soit mené à bien et ses résultats transmis aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et aux organisations de populations autochtones intéressées aux fins de recueillir leurs observations bien avant la cinquante et unième session de l'Assemblée générale. La Commission a aussi demandé instamment aux organismes, aux institutions spécialisées et aux institutions financières concernées du système des Nations Unies qui sont chargés des mécanismes, des procédures et des programmes relatifs aux populations autochtones de faciliter cet examen. La Commission a demandé en outre au Groupe de travail sur les populations autochtones de continuer, à sa quatorzième session, d'examiner à titre prioritaire la question de la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones à l'intérieur du système des Nations Unies et de contribuer à l'examen entrepris.
